

Affaires courantes

M. Tom Wappel (Scarborough-Ouest): Monsieur le Président, je réponds, au nom du Parti libéral du Canada, à la déclaration faite par le ministre.

Avant de formuler mes observations proprement dites, je tiens à remercier personnellement le ministre d'avoir eu la courtoisie de nous fournir un exemplaire du rapport et une copie de sa déclaration bien avant 10 h 10 aujourd'hui, ce qui m'a permis de me préparer en conséquence.

C'est un geste que j'apprécie de la part du ministre, d'autant plus que celui-ci s'attend évidemment à ce que je critique les observations qu'il a formulées relativement au rapport. Celui-ci ne sera pas déçu. Cela dit, je répète que j'apprécie le geste du ministre.

Le ministre a d'abord rappelé avoir annoncé en 1991 qu'il allait faire une déclaration annuelle au Parlement en ce qui a trait à la sécurité nationale. Aujourd'hui est une date historique puisque c'est la première fois qu'une déclaration de ce genre est faite à la Chambre des communes.

Nous devons nous poser la question suivante: Est-ce là une initiative personnelle du ministre, ou cette mesure cache-t-elle quelque chose? Évidemment, cette mesure cachait quelque chose, et il importe que les Canadiens sachent exactement ce qui a incité le ministre à présenter son rapport.

Le 27 juin 1990, un comité spécial était chargé par la Chambre des communes de procéder à un examen global des dispositions et de l'application de la Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité, puis de faire rapport à la Chambre. Le comité a publié un rapport très complet intitulé «Une période de transition mais non de crise».

Je tiens à rendre hommage aux membres de ce comité, en particulier à son président, le député de Lethbridge, ainsi qu'aux deux membres de mon parti: le député de Scarborough—Rouge River et le député de Moncton. Ceux-ci ont travaillé très fort pour présenter un bon nombre de recommandations. Mon collègue, le député de Scarborough—Rouge River, est actuellement le vice-président du Sous-comité sur la sécurité nationale, et il s'intéresse particulièrement à ces questions.

Le rapport du comité renfermait 117 recommandations. À toutes fins utiles, une seule de ces 117 recom-

mandations a été acceptée intégralement par le solliciteur général. Il s'agit de la recommandation n° 47 qui dit: «Le Comité recommande que le solliciteur général demande au directeur du SCRS de fournir au ministre un rapport annuel additionnel pouvant être déposé au Parlement».

Le ministre a fait une déclaration dans le document intitulé «Maintenir le cap», qui a servi de réponse aux recommandations. Mes observations sur la présentation d'aujourd'hui sont liées aux propres paroles du ministre qui a dit: «Le gouvernement convient avec le comité spécial que la diffusion annuelle d'un rapport sur les questions de renseignement de sécurité, rapport qui pourrait être déposé devant le Parlement, contribuerait de façon significative à la naissance d'un débat public éclairé.»

«Aussi, à compter de 1992, le solliciteur général présentera, en même temps qu'il déposera le Budget des dépenses principal au Parlement, une déclaration annuelle sur les problèmes de sécurité nationale auxquels le Canada fait face. Cette déclaration contiendra un compte rendu des principales questions de sécurité nationale traitées au cours de l'année précédente ainsi qu'un aperçu des orientations pour l'année suivante. La déclaration du ministre sera accompagnée d'un rapport public qui aura été préparé par le directeur et qui comportera une analyse de la menace.»

C'est dans ce contexte que je me propose d'examiner tant le rapport que la déclaration faite aujourd'hui même par le ministre.

Après avoir entendu les propos du ministre, ma réaction initiale a été de me dire que cela manquait absolument de substance. C'est bien là le problème. Il y a là trop de généralités et pas assez de précisions. Où est la substance dans cette déclaration et même dans ce rapport?

Le ministre a prétendu qu'il faut prendre des précautions pour se protéger des menaces actuelles et latentes. Quelles menaces? Quelles précautions? Elles ne sont pas mentionnées. Il nous rappelle que les Canadiens peuvent avoir l'assurance que la sécurité du public demeure la priorité absolue du gouvernement. La sécurité publique est-elle menacée? Sinon, est-elle susceptible de l'être dans un avenir prévisible? Si oui, pourquoi? Pas de réponses.